

Pour que la France retrouve sa fierté !



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 30 octobre 2020

Source [Boulevard Voltaire] La fierté française avait survécu à bien des vicissitudes. Des guerres perdues, on ne retenait que le sacrifice héroïque d'une poignée de combattants.

Des discours sur le déclin économique de notre pays, on ne voulait entendre que la critique injuste d'un modèle social merveilleux au point d'éblouir le monde. De la confusion des mœurs et de la montée du communautarisme, on ne voulait voir que notre goût de la liberté et d'un respect de l'autre étendu à l'univers entier. Dans le fond, ce sont ces illusions réduites comme une peau de chagrin qui se blottissent dans [les allocutions théâtrales du Président](#) que la France subit. Mais l'abîme qui sépare désormais la sinistre réalité de notre pays d'un décor chargé d'Histoire, de mots pompeux et d'une mise en scène soignée est poignant.

C'est ainsi que notre effondrement industriel laisse la place, dans la rhétorique, à la « *start-up nation* ». C'est ainsi que l'idéalisation du professeur, du « *hussard noir de la République* », sert à masquer le désastre scolaire. C'est ainsi que la liberté de penser étouffée par de multiples lois votées pour complaire aux groupes de pression communautaires renaît de ses cendres sous la forme de dessins obscènes. Qu'ils puissent exister aux dépens de l'islam dans une société d'hommes libres, et dans une nation de citoyens où cette religion n'a droit à aucun privilège, est une évidence. [Qu'ils soient au centre du débat, et comme le bastion ultime à défendre, est beaucoup plus discutable](#). Si l'Occident en général et la France en particulier n'avaient pas cultivé un esprit de repentance à l'égard des cultures jadis dominées au nom de la « civilisation », s'ils n'avaient pas fait de l'altérité le sommet du droit au respect et à la reconnaissance, s'ils n'avaient pas sciemment bâillonné l'identité majoritaire au profit des minorités supposées humiliées ou exclues, s'ils n'avaient pas inscrit dans la loi la chasse aux prétendues « phobies », on n'assisterait pas, aujourd'hui, à ce curieux spectacle dans lequel des représentants arrogants d'une religion particulièrement intolérante expriment des exigences, réclament une censure, imposent des sanctions.

La liberté d'expression semble retranchée sur une île, après des meurtres qui n'ont pu être empêchés et ont été favorisés par une politique migratoire suicidaire, recroquevillée sur le rire et le spectacle, et sur des dessins dont la vulgarité demeure choquante, quel que soit le sujet, alors même que [l'expression des idées au sein du débat ne jouit pas de la même liberté](#) et se trouve sans cesse convoquée au tribunal.

En France, le délabrement est net. C'est le recul de nos libertés qui a fragilisé notre pays et en a fait la cible, parce qu'on s'attaque toujours au maillon le plus faible. Ce n'est pas la liberté de penser, l'esprit voltairien que l'on assiège, mais la mauvaise conscience, la culpabilité reconnue qui ont fait de la caricature et du dessin d'humour un refuge quand ils devraient être noyés dans un océan sans rivage où toutes les idées devraient naviguer sans entraves, avec la certitude que la répression se ferait à l'encontre de ceux qui s'y opposeraient, à l'intérieur comme à l'extérieur. Simplement faudrait-il espérer que la dignité ou la finesse de l'expression puissent ainsi dominer l'ensemble : le trait d'humour plutôt que le dessin grossier. Dans ce domaine, comme dans d'autres, y compris le savoir-faire sanitaire, l'heure n'est pas à la nostalgie mais à la restauration.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)